

L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022

Table des matières

I. Préambule

II. La démocratie américaine est profondément malade

1. Le déclin de la démocratie américaine s'accroît
2. Les luttes partisans ont aggravé la polarisation politique
3. La ploutocratie s'accroît davantage
4. La liberté d'expression n'est qu'un discours creux
5. Le système judiciaire néglige la volonté du peuple
6. Les Américains sont de plus en plus déçus à l'égard de la démocratie à l'américaine

III. L'imposition de la démocratie américaine a provoqué le chaos dans le monde

1. La polarisation politique prend en otage la politique extérieure
2. La démocratie est instrumentalisée pour inciter à la confrontation et au conflit
3. Les sanctions unilatérales se sont intensifiées
4. La démocratisation des relations internationales a été sapée sans scrupule
5. Les États-Unis ont fabriqué le récit fallacieux de « démocratie contre autoritarisme »

IV. Conclusion

I. Préambule

En 2022, les États-Unis étaient toujours dans un cercle vicieux d'affaiblissement démocratique, de dysfonctionnement politique et de disharmonie sociale. La ploutocratie, la politique identitaire, le déchirement social et l'écart entre les riches et

les pauvres s'aggravent de jour en jour. Les maux de la démocratie américaine touchent désormais tous les aspects de la vie politique et sociale du pays, et révèlent davantage les défaillances dans la gouvernance et les institutions américaines.

En dépit des tas de problèmes qui les obsèdent dans le pays, les États-Unis ne renoncent toujours pas à leur attitude condescendante. Ils tiennent des propos déplacés, se posent en donneur de leçon de démocratie, créent et prônent le faux récit de « démocratie contre autoritarisme » et divisent le monde en « camps démocratique et non démocratique » pour servir leurs propres intérêts. En préparant le deuxième « Sommet pour la démocratie », ils visent à faire le point des « engagements démocratiques à remplir »^o et à les assigner aux autres pays. De telles pratiques, qu'il s'agisse de beaux discours sous prétexte de « justice » ou d'agissements pour leurs propres intérêts, ne sauraient dissimuler leur véritable intention de politiser et d'instrumentaliser la question de la démocratie, de pratiquer la politique des blocs et de servir leurs objectifs hégémoniques.

Le présent rapport, à l'appui de nombreux faits et analyses de médias et de spécialistes, dresse un bilan systématique de la démocratie américaine de l'année 2022, et révèle le chaos démocratique à l'intérieur de ce pays, ainsi que les troubles et désastres qu'il a créés dans le monde en vendant et en imposant sa démocratie, afin de dévoiler au monde le vrai visage de la démocratie américaine.

II. La démocratie américaine est profondément malade.

Les États-Unis, fermant les yeux sur les nombreux problèmes et crises institutionnelles chez eux, estiment obstinément que leur démocratie demeure une référence mondiale et qu'ils sont toujours le « phare de la démocratie ». Cette arrogance a non seulement aggravé les maux profonds qui rongent la démocratie américaine, mais également causé de graves préjudices aux autres pays du monde.

1. Le déclin de la démocratie américaine s'accroît.

La démocratie américaine est en apparence une scène joliment décorée où les politiciens de tous bords montent et descendent à tour de rôle. Mais le show politique, quelque impressionnant soit-il, ne saurait dissimuler la triste réalité qu'il existe de nombreux maux profonds accumulés au fil des ans et toujours difficiles à guérir. Comme l'a indiqué le journal français *Le Monde* dans un éditorial, l'année 2022 est une « année du doute pour la démocratie américaine », « une forme de guerre civile à bas bruit s'est enkystée aux États-Unis », « réparer cette démocratie abîmée implique une prise de conscience nationale et un sens de l'intérêt général, mais les deux font pour l'instant défaut. Hélas pour un pays qui s'est longtemps considéré comme modèle ». Le think tank suédois International Institute for Democracy and

Electoral Assistance a pour la première fois en 2022 inscrit les États-Unis sur la liste des «° démocraties en régression » .

Deux ans se sont écoulés depuis la prise d'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, mais le système démocratique des tats-Unis n'en a toujours pas tiré°réellement les leçons, et ce n'est d'ailleurs pas facile. De plus, les violences politiques continuent de s'accroître et se dégénérer. The Washington Post et The New Yorker indiquent que la démocratie américaine se trouve dans un mauvais état sans précédent. Les émeutes au Capitole révèlent les déchirures de la société, les divisions politiques et la prévalence de la désinformation. Bien que les deux partis au Congrès soient tous conscients des maux profonds de la démocratie à l'américaine, ils manquent tous deux de détermination et de courage pour réformer, pour des raisons d'intérêts partisans et de climat politique de plus en plus polarisé.

En 2022, le Congrès américain a été de nouveau paralysé, non pas à cause des émeutes cette fois-ci, mais pour des raisons de luttes partisans impitoyables. La pagaille autour de l'élection du 118e président de la Chambre des Représentants américaine a duré quatre jours, et n'a abouti qu'à l'issu du 15e tour de vote, lors duquel les républicains et les démocrates se sont éloignés jusqu'à la rupture, en ne votant que pour leur propre candidat respectif. Selon New York Times, cet état de confusion pourrait se répéter au Congrès américain au cours des deux prochaines années. Brad Bannon, président d'un cabinet de conseil politique américain, dit en toute franchise que la Chambre des Représentants américaine est en pagaille, et que c'est une nouvelle démonstration du déclin des institutions politiques américaines.

Les différents milieux de la société américaine en sont aussi profondément inquiets. Selon un rapport publié par Brookings Institution en 2022, la démocratie américaine, autrefois source de fierté, est confrontée à une crise systémique et son déclin s'accélère. L'impact touche désormais tous les aspects de la politique, de l'économie et de la société, ce qui représente un danger grave pour la légitimité et le développement futur du capitalisme. Un rapport de Carnegie Endowment for International Peace montre que la démocratie américaine se trouve à un point d'inflexion dangereux alors que son déclin s'accélère avec l'exacerbation des maux inhérents au capitalisme à l'américaine. De multiples défis tels que les restrictions de vote, les fraudes électorales et l'effondrement de la confiance dans le gouvernement accéléreront la désintégration de la démocratie américaine. Selon Ian Bremmer, président du Eurasia Group, les dysfonctionnements de la politique américaine font craindre que les élections présidentielles de 2024 ne provoquent des violences aux États-Unis. Avec tant de problèmes brûlants qui suscitent la colère du public et remettent en cause la légitimité des institutions politiques américaines, beaucoup de gens craignent que la démocratie américaine ne fonctionne pas dans la durée.

2. Les luttes partisans ont aggravé la polarisation politique.

Les démocrates et les républicains sont tous confrontés à la montée de formations politiques radicales en leur sein. Les divergences entre eux s'accroissent en termes de base électorale, d'idéologie et d'identité. Le traditionnel équilibre interparti, fondé sur le compromis politique, ne fonctionne plus. Chacun des deux partis considère l'autre comme non seulement un adversaire politique, mais aussi et surtout une menace pour le pays. Selon un article de *The New York Review of Books*, l'Amérique est déjà un État binational, avec deux communautés nationales fortement opposées, qui fonctionnent comme des confédérations. Les États-Unis sont déjà devenus les États-Désunis. Les scissions entre les deux moitiés de la nation semblent de plus en plus irréconciliables. La polarisation politique n'a jamais été aussi forte.

Avec la spirale des tensions partisans aux États-Unis, les intérêts des partis politiques et des groupes d'intérêts sont placés au-dessus des intérêts nationaux. Tous les moyens sont alors permis, même des attaques et accusations mutuelles. Le 8 août 2022, la villa de l'ancien président Donald Trump à Mar-A-Lago, en Floride, a été perquisitionnée. Trump a accusé le Département de la Justice de manipulation politique dont le but était de l'empêcher de se présenter à nouveau aux élections présidentielles, et s'est dit victime d'une persécution politique. Les républicains, quant à eux, ont contre-attaqué suite à la découverte de documents confidentiels au domicile du président Joe Biden, et appelé à ouvrir une enquête sur le retrait américain d'Afghanistan et à demander des comptes à l'administration Biden. L'appareil d'État a donc été réduit en un outil manié par les partis politiques pour satisfaire leurs propres intérêts.

La politique de partis américaine est davantage caractérisée par le clivage racial et identitaire. Selon un article de *Financial Times*, les républicains sont blancs, issus de petites villes et de zones rurales, les démocrates sont urbains et multiethniques. Plus d'un tiers des républicains et des démocrates estiment que la violence est justifiée pour atteindre leurs fins politiques. Lorsqu'un parti perd, ses électeurs ont l'impression que leur Amérique est occupée par une puissance étrangère. L'Amérique, estime la politologue Barbara Walter, est devenue une «^oanocratie fractionnée —^ol'état intermédiaire entre l'autocratie et la démocratie.

La polarisation politique a rendu plus difficile l'adoption de politiques publiques. Des statistiques du site web GovTrack montrent que le nombre de lois promulguées par les Congrès américains successifs a eu tendance à diminuer au fil des ans, passant de 4 247 entre les 93^e et 98^e Congrès à 2 081 entre les 111^e et 116^e Congrès. Et le nombre de lois promulguées par rapport à celui de propositions de loi a diminué de manière encore plus significative, passant de 6% au 106^e Congrès à 1% au 116^e Congrès, soit une baisse de cinq points de pourcentage en 20 ans.

Les deux partis ont eu recours à de plus piètres manœuvres. Le professeur Larry

Diamond, politologue et sociologue de l'Université Stanford, affirme la nécessité fondamentale dans une démocratie pour les concurrents de faire preuve de retenue dans l'exercice du pouvoir et de rejeter la violence. Selon lui, ces normes ont commencé aujourd'hui se désintégrer : D'un côté, un nombre croissant de politiciens et d'officiels élus aux États-Unis sont toujours disposés à négliger ou à abandonner les normes démocratiques dans le but d'obtenir ou de conserver le pouvoir ; De l'autre, faute de consensus politique, de plus en plus d'Américains ont tendance à accepter des opinions politiques radicales. La démocratie américaine est fort instable.

3. La ploutocratie s'accroît davantage.

Le dramaturge britannique Henry Fielding a dit : « Faites de l'argent votre dieu et il vous damnera comme le diable ». Aux États-Unis, l'argent est le lait maternel de la politique. Les élections ont été réduites en un monologue des classes aisées, alors que les appels et revendications démocratiques des gens ordinaires sont paradoxalement devenus des « voix discordantes ». Quand le démon de l'argent est omniprésent dans la vie politique américaine, ce seront inévitablement la justice et l'équité qui en pâtiront.

Les élections de mi-mandat de 2022 taient une nouvelle démonstration de la ploutocratie américaine. Selon les révélations du site web Reveal, qui suit depuis longtemps les flux de contributions politiques aux États-Unis, les élections de mi-mandat de 2022 ont coûté aux deux partis plus de 16,7 milliards de dollars américains, un chiffre qui a battu le record de 2018 de 14 milliards de dollars et qui est supérieur au PIB 2021 de plus de 70 pays. Le coût moyen pour les campagnes électorales des sénateurs fédéraux de la Géorgie, de la Pennsylvanie, de l'Arizona, du Wisconsin et de l'Ohio a dépassé 100 millions de dollars. Plus de 90% des candidats aux deux chambres ont remporté des élections grâce aux dépenses massives. Le montant réel de l'« argent sale » aux sources inconnues est difficile à déterminer.

La politique américaine montre son vrai visage d'un « jeu des riches ». Selon des statistiques du Brennan Center for Justice, les dons faits par les 21 grands donateurs les plus généreux, avec chacun au moins 15 millions de dollars, s'élèvent à 783 millions de dollars, largement supérieurs à ceux des 3,7 millions de petits donateurs, et 15,4% du financement des élections fédérales a été fourni par des milliardaires, une grande partie de ces largesses étant allée aux super PACs qui peuvent accepter des contributions illimitées.

Les énormes fonds consacrés aux élections ne se sont pas transformés en une gouvernance efficace de l'État. Bien au contraire, le partage de butins politiques est devenu pratique courante. Selon un article paru dans Lianhe Zaobao, la démocratie occidentale s'est détériorée au cours des dernières décennies ; La richesse s'est progressivement concentrée dans les mains de quelques-uns ; Les pauvres sont

devenus plus pauvres et les riches, plus riches ; La politique est entre les mains des riches et des politiciens, qui servent leurs propres intérêts ; Les citoyens ont le droit de vote, mais n'ont aucune influence réelle sur la politique ; Ce sentiment d'impuissance et de perte de confiance dans les partis politiques traditionnels et les gouvernements a donné naissance au populisme, qui ne peut non plus régler les problèmes.

4. La liberté d'expression n'est qu'un discours creux.

Les États-Unis prônent depuis toujours la liberté d'expression. Mais en réalité, la prétendue liberté d'expression américaine ne correspond qu'aux normes américaines. Les intérêts partisans et la ploutocratie sont «° deux grandes montagnes qui pèsent sur la liberté d'expression. Tout propos qui n'est pas dans l'intérêt du gouvernement américain ou des capitaux fait l'objet de stricte restriction.

Le gouvernement américain se livre à une surveillance totale sur les médias et les entreprises technologiques et intervient dans l'opinion publique. En décembre 2022, le CEO de Twitter Elon Musk et le journaliste Matt Taibbi ont posté une série de tweets, rendant publics les «° Twitter Files », selon lesquels le gouvernement américain exerçait un contrôle rigoureux sur toutes les sociétés de réseaux sociaux, et parfois intervenait directement sur le contenu de reportage des grands médias, en faisant disparaître certaines pages sur Google par exemple. Par ailleurs, avant l'élection présidentielle de 2020, Twitter a contrôlé les informations sensibles sur les candidats, établi une «° liste noire », limité l'exposition des comptes indésirables voire des sujets tendance, et coopéré avec la FBI pour surveiller les contenus sur les réseaux sociaux tout en donnant feu vert à la fausse propagande en ligne de l'armée américaine. Tout cela a fait découvrir au monde le vrai visage de la liberté d'expression américaine.

Les capitaux et les groupes d'intérêts font ce qu'ils veulent pour orienter l'opinion publique. Face à eux, la «° liberté d'expression des médias américains fait sentir «° l'odeur de l'argent ». Majoritairement privés, les groupes de médias américains sont au service de l'élite du pouvoir et de la richesse. Les propriétaires des médias de même que les investissements et les recettes de publicité dont dépend la survie des médias sont tous liés aux capitaux et aux groupes d'intérêts. Dans son livre intitulé La superpuissance hypocrite, Michael Lüders, écrivain et journaliste allemand de renom, a présenté de manière détaillée le «° mécanisme de filtrage des médias américains, qui, influencés par les groupes d'intérêts, sélectionnent et déforment les faits. En janvier 2023, une vidéo sur Pfizer publiée par Project Veritas, une organisation américaine de droite, est apparue en haut de la liste des sujets tendance. Dans cette vidéo, Jordan Tristan Walker, un haut responsable de Pfizer, a affirmé que Pfizer envisageait de faire muter le virus, qualifié le vaccin contre la COVID-19 de «° vache à lait » et admis que des superviseurs américains avaient des liens d'intérêts avec des entreprises pharmaceutiques aux États-Unis. Pour calmer la

situation, à part la publication d'une déclaration, Pfizer a demandé d'urgence à Youtube de supprimer la vidéo pour raison de «° violation des règles communautaires .

Les États-Unis utilisent les réseaux sociaux pour manipuler l'opinion publique internationale. En décembre 2022, le site d'enquête indépendant The Intercept a révélé que des agences affiliées au Département de la Défense des États-Unis intervenaient depuis de longue date dans l'opinion publique des pays du Moyen-Orient sur Twitter et d'autres réseaux sociaux par des moyens comme la manipulation des sujets de discussion et la propagande mensongère. En juillet 2017, l'officier du Commandement central américain Nathaniel Kahler a envoyé une liste de 52 comptes en langue arabe à l'équipe de politique publique de Twitter, et demandé que six comptes parmi eux soient privilégiés. À la demande de Kahler, Twitter a inclus ces comptes en langue arabe dans une «° liste blanche pour servir à amplifier des informations en faveur des États-Unis. Le directeur exécutif de l'organisation anti-guerre Just Foreign Policy Erik Sperling a appelé à ce sujet le Congrès américain et les réseaux sociaux à enquêter et à agir, pour faire comprendre aux Américains que les impôts qu'ils ont payés ont servi à la propagande des guerres interminables lancées par les États-Unis.

Les explosions des gazoducs Nord Stream en septembre 2022 ont été un choc pour le monde entier. L'identité et la motivation de l'auteur font l'objet d'une grande attention de la communauté internationale. Le 8 février 2023, le journaliste d'investigation américain et lauréat du Prix Pulitzer Seymour Hersh a publié un article révélant que le gouvernement américain était derrière cette affaire. Devant cette information explosive, les principaux médias européens et américains, qui d'habitude ont du flair, ont bizarrement évité d'en parler. Selon le média canadien Western Standard et la chaîne de télévision allemande ZDF, le reportage de Seymour Hersh pourrait être une des plus grandes actualités depuis dix ans, alors qu'en Amérique du Nord, presque aucun média ne veut en parler, car les pays occidentaux ne veulent pas qu'on découvre la vérité ou leurs dispositifs de surveillance déployés en mer Baltique. Par ailleurs, les médias occidentaux ont remis en question l'authenticité du reportage. Le 15 février, Seymour Hersh a publié un nouvel article accusant le gouvernement américain et les principaux médias de cacher sans scrupule la vérité sur les explosions des gazoducs. Selon des analystes, il n'est nullement surprenant que les révélations de Seymour Hersh soient bloquées, étant donné que les médias occidentaux suivent les instructions du gouvernement américain.

5. Le système judiciaire néglige la volonté du peuple.

La Cour suprême des États-Unis, en tant que garant de la Constitution, est plongée dans une division inconciliable, tout comme la société américaine. La fracture sociale prend en otage le pouvoir judiciaire, et la bataille entre les deux partis politiques gagne le système judiciaire. Les verdicts rendus par la Cour suprême reflètent de

plus en plus la divergence considérable entre les conservateurs et les libéraux dans un «°État binational et deviennent de plus en plus des outils de bataille politique. La séparation des pouvoirs ne cesse d'être minée. Les bagarres entre les partis politiques ont débordé° du cadre traditionnel et dépassé les lignes rouges.

Les deux partis réalisent leurs agendas en changeant la tendance politique de la Cour suprême. L'élection présidentielle est devenue, dans une certaine mesure, la compétition entre les deux partis sur le droit de nomination des juges. Après le décès d'une juge de la Cour suprême, Donald Trump l'a remplacée par une conservatrice, portant à trois le nombre des juges conservateurs qu'il a nommés sous son mandat, ce qui a conduit à une prédominance absolue des juges conservateurs sur les juges libéraux. Selon un article publié sur le site du journal sud-africain Daily Maverick, après Donald Trump, les fondamentalistes évangéliques blancs radicaux ont pris les rênes de la Cour suprême, et il n'est pas surprenant que la Cour rende quasiment toujours des verdicts en faveur des évangéliques, des grandes entreprises et des Républicains.

La décision de la Cour suprême sur le droit à l'avortement est une parfaite illustration des conséquences fâcheuses de son implication dans les luttes partisans et de son décalage avec la société. Le 24 juin 2022, la Cour suprême est revenue sur l'arrêt Roe vs Wade de 1973, se rangeant ouvertement du côté du conservatisme religieux. La protection constitutionnelle du droit à l'avortement des femmes est ainsi retirée, ce qui a provoqué des contestations partout dans le pays. Selon des sondages, plus de la moitié des Américains estiment qu'il s'agit là d'un recul des États-Unis. Sur le droit à l'avortement, le journal israélien Haaretz a accusé la Cour suprême de saboter la démocratie au nom de sa préservation, donnant par là un exemple vivant d'une «°tyrannie de la minorité°». Toujours selon le journal, une Cour suprême non représentative, nommée par un Président non représentatif et approuvée par un Sénat manifestement non représentatif, prend des décisions qui pourraient pourtant affecter le pays d'ici 2030, 2040 voire 2050.

La Cour suprême a également invalidé une loi de l'État de New York datant de 1913, qui limitait le port d'armes dissimulé hors du domicile. La gouverneure de l'État de New York a déclaré que cette décision irréfléchie de la Cour suprême était intolérable, alors que le pays était en pleine prise de conscience nationale sur la violence des armes. Selon l'expert politique américain Matthew Dowd, le démantèlement de la démocratie est à l'origine des problèmes auxquels font face aujourd'hui les États-Unis. Les citoyens américains souhaitent voir un verdict juste sur l'arrêt Roe vs Wade, une véritable réforme sur les armes feu, la hausse du revenu minimum, des impôts supplémentaires sur les milliardaires, l'amélioration des soins de santé universels et d'autres réformes répondant aux aspirations de la population.

6. Les Américains sont de plus en plus déçus l'égard de la démocratie à l'américaine.

Selon une étude conjointe du quotidien Washington Post et de l'Université de Maryland, la fierté des Américains pour leur démocratie a fortement chuté, passant de 90% en 2002 à 54% en 2022. Un sondage de l'Institut de politique publique de Californie a montré que les électeurs californiens s'inquiétaient en général du déraillement de la démocratie américaine. Selon le sondage, 62% d'entre eux estiment que leur pays va dans la mauvaise direction, 46% se montrent pessimistes sur les perspectives de règlement des divergences par voie de coopération entre les Américains ayant des opinions politiques différentes, et 52% sont mécontents du mode de fonctionnement de la démocratie américaine. D'après une enquête de l'Université de Quinnipiac, 67% des sondés estiment que le système démocratique américain fait face au risque d'effondrement et 48% pensent que leur pays pourrait vivre un nouvel incident similaire à l'assaut du Capitole. Selon un sondage du Centre de recherche Pew, 65% d'Américains jugent nécessaire de procéder à une réforme majeure du système démocratique américain, et 57% des sondés estiment que les États-Unis ne sont plus un modèle en matière de démocratie. Une étude de l'UCLA montre que la capacité de gouvernance et le sens des responsabilités démocratiques de l'administration américaine n'ont cessé de se dégrader ces dernières années, et qu'il manque de mesures énergiques sur les réformes d'ampleur et le règlement de nombreuses questions telles que l'organisation d'élections justes et la falsification d'information par des médias.

III. L'imposition de la démocratie américaine a provoqué le chaos dans le monde.

Malgré les problèmes de toutes sortes qui existent dans leur démocratie, les États-Unis, au lieu de réfléchir sur eux-mêmes, cherchent à détourner l'attention vers l'extérieur. Ils continuent d'exporter les valeurs de la démocratie américaine à l'échelle mondiale et d'utiliser les sujets liés à la démocratie pour réprimer d'autres pays et chercher des intérêts égoïstes, aggravant ainsi la division de la communauté internationale et la confrontation des blocs.

1. La polarisation politique prend en otage la politique extérieure.

« La politique s'arrête au bord de l'eau. Cette phrase très connue dans le milieu politique américain signifie que la partisanerie doit se limiter aux affaires intérieures et que l'unité doit être mise en avant quand il s'agit des affaires extérieures. Néanmoins, avec l'aggravation de la polarisation politique, les Républicains et les Démocrates divergent de plus en plus sur les questions extérieures majeures, ce qui fait que la politique extérieure des États-Unis se radicalise de plus en plus et que la partisanerie au-delà du bord de l'eau devient une normalité. Cela a non seulement porté préjudice de nombreux pays en développement, mais aussi menacé les alliés des États-Unis.

Depuis l'apparition de la COVID-19, l'administration Trump et certains politiciens

radicaux ont fabriqué toutes sortes de mensonges et de rumeurs à l'encontre de la Chine sur la question de l'identification des origines du virus. Le prétendu rapport sur ce sujet publié en 2021 par les services de renseignement américains en est l'exemple le plus marquant. Au mépris des lois scientifiques qui doivent régir le travail d'identification, ce rapport a monté de toutes pièces l'hypothèse d'une « fuite du virus de l'Institut de virologie de Wuhan » et accusé gratuitement la Chine de manque de transparence et d'entrave à l'enquête internationale. Or, l'identification des origines du virus est une question scientifique. L'objectif réel des États-Unis est de faire passer le blanc pour le noir et de manipuler cette question pour rejeter les responsabilités sur la Chine et endiguer son développement. Cela montre pleinement l'hypocrisie de la démocratie américaine et les conséquences désastreuses de la polarisation politique.

Après la prise de fonction de l'administration Biden, les États-Unis ont mis fin à 20 ans de guerre en Afghanistan par le retrait précipité de leurs armées. Ils s'en sont allés, laissant derrière eux un pays dévasté et plusieurs générations déchirées. Malgré le retrait militaire, l'administration américaine a maintenu les sanctions contre l'Afghanistan et gelé illégalement les avoirs de la Banque centrale afghane, ce qui a encore assombri la vie de la population locale déjà en difficulté. Selon un rapport onusien de mai 2022, près de 20 millions d'Afghans étaient confrontés à une faim aiguë. Même après le puissant séisme dans le pays en juin 2022, les États-Unis ont toujours refusé de lever les sanctions.

La polarisation politique aux États-Unis a produit des effets de débordement. Selon un rapport publié par l'Université d'Ottawa au Canada, il y a un soutien ouvert à l'extrême droite au Canada de la part de politiciens conservateurs et de médias conservateurs des États-Unis, dont Fox News, ce qui représente une plus grande menace pour la démocratie canadienne que les actions de tout autre État, et nécessite une réflexion aux impacts sur le Canada du recul de la démocratie aux États-Unis. Gordon Laxer, professeur à l'Université de l'Alberta du Canada, estime qu'il existe aux États-Unis des impulsions pour l'autocratie. Selon lui, si c'est ancré chez les Canadiens que les États-Unis sont leur plus grand ami et défendront toujours la démocratie, cela ne peut plus être considéré comme acquis.

2. La démocratie est instrumentalisée pour inciter à la confrontation et au conflit.

La démocratie est une valeur commune de l'humanité. Elle ne doit pas être utilisée comme un outil pour faire avancer les stratégies géopolitiques et entraver le développement et les progrès de l'humanité. Mais depuis de longues années, les États-Unis, dans le but de préserver leur hégémonie, ont monopolisé la notion de la « démocratie », incité à la division et à la confrontation sous le couvert de la démocratie, et saboté le système international centré sur l'ONU et l'ordre international fondé sur le droit international.

Depuis son éclatement au début de 2022, la crise ukrainienne a porté un coup dur à l'économie et au bien-être social en Ukraine. Un rapport publié par la Banque mondiale en octobre 2022 a prévu une dépense d'au moins 349 milliards de dollars américains pour la reconstruction d'après-guerre de ce pays, soit 1,5 fois son PIB de 2021. Les États-Unis, en voyant dans la crise ukrainienne une source de profits, n'ont pris aucune mesure en faveur de la cessation des hostilités. Bien au contraire, ils n'ont cessé de mettre de l'huile sur le feu pour faire fortune à travers leurs industries de l'armement et de l'énergie. Ils ont aussi prôné le récit démocratie contre autoritarisme pour justifier la livraison d'armes à l'Ukraine. Selon un rapport publié en juillet 2022 par le Center for Strategic Prognosis (CSP) de la Serbie, aux yeux des États-Unis, la Russie a commis un crime en attaquant en 1999 Grozny, capitale de la Tchétchénie, mais quand ils ont fait la même chose Falloujah, ville d'une taille pareille en Iraq, ils prétendaient lutter pour sa libération. La prétendue démocratie aux États-Unis est depuis longtemps prise en otage par les groupes d'intérêts et les capitaux. Ce qu'elle a apporté au monde n'est rien d'autre que les instabilités et le chaos.

En août 2022, la Présidente d'alors de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi, au mépris de la ferme opposition et des représentations solennelles de la Chine, s'est rendue dans la région de Taiwan de la Chine. C'est une provocation politique grave visant à rehausser les échanges officiels entre les États-Unis et Taiwan, qui a aggravé les tensions dans le détroit de Taiwan. Nancy Pelosi s'est défendue en disant que sa «°visite à Taiwan honore l'engagement indéfectible des États-Unis à° soutenir la démocratie de Taiwan ». Or, son déplacement Taiwan, par sa nature, n'est nullement une question de démocratie, mais une question touchant à° la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine. Ce qu'elle a fait n'a rien à voir avec la défense et la préservation de la démocratie. C'est en réalité° une provocation et une violation à l'égard de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine. La justification de Nancy Pelosi a même été désapprouvée par des politiciens américains, dont la représentante républicaine Marjorie Taylor Greene, qui lui a montré du doigt en disant : Les Américains en ont assez d'une femme obsédée par le pouvoir qu'elle détient depuis des décennies, alors que notre pays tout entier s'écroule. Assez de ce faux "courage"° pour défendre la démocratie.

La communauté internationale voit de plus en plus clair ce que fait la partie américaine. D'après le Vice-Président du Conseil de Sécurité de la Russie Dmitri Medvedev, les États-Unis, qui se prennent comme «° prêtre suprême », ont semé° le chaos partout dans le monde sous le couvert d'une «° vraie démocratie », et imposé grossièrement leur volonté en utilisant de l'argent, des alliés et des armes de la plus haute qualité. Selon un article publié sur Ahram Online de l'Égypte, le libéralisme et la «° démocratie » sont devenus une idéologie militarisée que les États-Unis utilisent pour déstabiliser d'autres pays, s'ingérer dans leurs affaires et délégitimer leur gouvernement. Ces ingérences ont souvent des

impacts très négatifs et n'ont rien à voir avec la démocratie et la liberté que les États-Unis prétendent promouvoir. Anis Matta, Président du Indonesian People's Wave Party, affirme que les États-Unis excellent à faire d'autres pays un champ de bataille et qu'ils sont le cerveau derrière la polarisation politique en Indonésie. Selon lui, l'apparition des voix anti-chinoises en Indonésie figure dans l'agenda politique des États-Unis, et la société musulmane doit y rester vigilante.

3. Les sanctions unilatérales se sont intensifiées.

Depuis de longues années, les États-Unis, sur la base de leur droit interne et de leurs propres valeurs, ont imposé des sanctions unilatérales et des juridictions extraterritoriales à d'autres pays sous le couvert des droits de l'homme et de la démocratie. Ces dernières décennies, ils l'ont fait à l'encontre de Cuba, du Bélarus, de la Syrie, du Zimbabwe et d'autres pays, et ont exercé la pression maximale sur des pays comme la RPDC, l'Iran et le Venezuela, et suspendu unilatéralement leurs aides militaires de 130 millions de dollars américains à l'Égypte sous prétexte de manque d'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Ces actes ont porté gravement atteinte au développement économique et à l'amélioration du bien-être social de ces pays. Ils ont menacé le droit à la vie, défié le droit à l'autodétermination et compromis le droit au développement, et constituent une violation durable, systématique et massive des droits de l'homme des autres pays. Ces dernières années, les États-Unis ont multiplié les sanctions unilatérales et étendu les juridictions extraterritoriales. Dans le but de préserver leur hégémonie, ils ont bafoué le droit international et les normes fondamentales régissant les relations internationales et compromis sans scrupule les intérêts des autres pays, notamment les droits et intérêts légitimes et légaux des pays en développement.

En mars 2022, l'agence Anadolu de la Türkiye a publié un article, révélant les profondes souffrances que les États-Unis avaient infligées à la population iraquienne par leur invasion lancée sur la base des mensonges sous la bannière de la « démocratie ». En premier lieu, les conditions de vie locales ont été détériorées par les sanctions abusives. Les sanctions économiques sévères imposées par États-Unis à l'Iraq entre 1990 et 2003 ont eu de graves impacts sur l'économie locale et le niveau de vie de la population. Selon les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le niveau de faim reste élevé en Iraq en raison des sanctions et de l'embargo des États-Unis, et rien que sur la période 1990-1995, 500 000 enfants irakiens sont morts de la faim ou des conditions de vie intenable. En second lieu, des années de guerre et de conflit ont causé un grand nombre de morts et de blessés parmi les civils. Selon les données du Ministère iraquien de la Santé, environ 120 000 civils irakiens ont perdu la vie dans la guerre entre 2003 où les États-Unis ont déclenché l'opération militaire et 2011 où ils ont quitté le pays. En troisième lieu, l'imposition arbitraire d'un modèle politique inadapte aux conditions locales a eu de lourdes conséquences. Faisant fi des réalités locales, les États-Unis ont imposé à l'Iraq la démocratie à l'américaine, ce

qui a aggravé les confrontations politiques entre les différentes fractions.

Les sanctions unilatérales des États-Unis illustrent pleinement leur arrogance et leur mépris des principes humanitaires. Le 11 février 2022, le Président Joe Biden a signé un décret prévoyant de réserver la moitié des 7 milliards de dollars américains de réserves de la Banque centrale afghane déposés aux États-Unis l'indemnisation des familles des victimes des attentats du 11 septembre et de transférer l'autre moitié sur un compte de la Fed de New York. Cet acte hégémonique de piller ouvertement la richesse du peuple afghan est condamné par l'ensemble de la communauté internationale. Selon des reportages publiés sur le site web SINDOnews en mars 2022, une foule de personnes d'origine afghane ont manifesté devant l'Ambassade des États-Unis en Indonésie pour protester contre l'appropriation des avoirs du gouvernement afghan par l'administration américaine. Les protestataires indignés déclarent que les actifs de l'ancien gouvernement afghan appartiennent au peuple afghan et doivent être utilisés pour aider les Afghans face à la crise économique.

4. La démocratisation des relations internationales a été sapée sans scrupule.

Les affaires internationales relèvent de l'intérêt général de toute l'humanité et doivent être gérées par tous les pays à travers des consultations. Pourtant, les États-Unis n'ont jamais vraiment respecté le principe de la démocratie dans les relations internationales. Sous le couvert du « multilatéralisme » et des « règles », les États-Unis s'accrochent à la mentalité de la guerre froide, pratiquent le pseudo-multilatéralisme et la politique des blocs, incitent à la division et à l'antagonisme et provoquent la confrontation des blocs. Ce qu'ils font au nom du multilatéralisme relève en réalité de l'unilatéralisme. En agissant de manière hégémonique, arbitraire et intimidante, ils ont commis un grave sabotage au développement du véritable multilatéralisme.

Les États-Unis placent leur législation nationale au-dessus du droit international et adoptent une attitude instrumentaliste vis-à-vis des règles internationales en les utilisant ou les rejetant au gré de leurs convenances. Depuis les années 1980, ils se sont retirés de 17 organisations ou conventions internationales importantes telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Accord de Paris sur le climat, le Plan d'action global commun sur le nucléaire iranien, le Traité sur le commerce des armes, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et le Traité sur le régime « Ciel ouvert ».

Les États-Unis violent ouvertement les buts et principes de la Charte des Nations Unies et les normes fondamentales régissant les relations internationales, en faisant la guerre partout dans le monde et en provoquant la division et les conflits. Au cours de quelque 240 années qui ont suivi la fondation des États-Unis d'Amérique, il n'y a que 16 ans où le pays n'a pas fait de guerres. Il est vraiment le pays le plus belliqueux dans l'histoire du monde. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les

États-Unis ont déclenché ou participé à plusieurs guerres hors de leurs frontières, dans la Péninsule coréenne, au Viet Nam, en Afghanistan, en Iraq... ce qui est à l'origine d'innombrables morts et blessés chez les civils et d'immenses pertes matérielles, et a causé de très graves catastrophes humanitaires. Depuis 2001, les guerres et les opérations militaires déclenchées par les États-Unis au nom de la lutte anti-terroriste ont déjà fait plus de 900 000 morts dont environ 335 000 civils, des millions de blessés et des dizaines de millions de déplacés.

Les États-Unis dédaignent la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) et les principes du droit international ainsi que les droits démocratiques dont jouissent les pays de l'Asie-Pacifique et les pays insulaires du Pacifique dans les affaires régionales et internationales. Ils ont enhardi le Japon en soutenant ouvertement sa décision de déverser en mer les eaux contaminées de la centrale nucléaire de Fukushima, alors que le gouvernement japonais n'a jusqu'ici ni mené suffisamment de consultations avec les parties prenantes et les organisations internationales concernées au sujet du traitement de ces eaux, ni fourni assez de justifications scientifiques et factuelles, ni réglé les préoccupations légitimes de la communauté internationale. En revanche, l'administration américaine interdit l'importation des produits alimentaires et agricoles en provenance des régions aux alentours de Fukushima, en invoquant la «°contamination par des nucléides radioactifs . Voilà qui met en évidence l'hypocrisie du «°deux poids deux mesures à l'américaine .

Les États-Unis prônent la mentalité de la guerre froide dans le Pacifique Sud. Ils ont créé, avec le Royaume-Uni et l'Australie, un «°petit cercle raciste en échafaudant AUKUS, en vertu duquel les États-Unis et le Royaume-Uni ont promis d'aider l'Australie à construire au moins huit sous-marins nucléaires. Leurs actes constituent une grave violation de l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud et une tentative frénétique de la prolifération nucléaire, qui auront de très grands risques et dangers latents. En même temps, ces actes ont ouvert «°la boîte de Pandore de la course aux armements dans la région, et jeté une ombre sur la paix, la sécurité et la stabilité régionales.

En juin 2022, à la veille de la 9e édition du Sommet des Amériques, Julio Yao Villalaz, spécialiste panaméen des études internationales, a publié un article dans la presse locale, qualifiant les États-Unis d'aujourd'hui d'un renégat absolu du droit international et de la personnification la plus authentique de la brutalité dans les relations internationales. Les États-Unis sont le seul pays à n'avoir signé ni ratifié aucun traité relatif aux droits de l'homme. Ils ne font pas non plus partie de la CNUDM. Ils sont le seul pays à avoir abandonné l'interdiction des armes biologiques secrètes, dont ils disposent de plus de 200 laboratoires hors de leur territoire. Le seul objectif pour lequel les États-Unis ont tenu le Sommet des Amériques, c'est d'entraîner l'Amérique latine dans la guerre ukrainienne afin de la diviser et de

l'affaiblir, toujours selon l'expert.

En août 2022, le South China Morning Post a publié un article selon lequel les prétendus «° pays démocratiques », y compris les États-Unis et d'autres pays occidentaux, affaiblissaient sans état d'âme le fondement des règles internationales et ne les utilisaient que sauf quand elles servaient leurs propres objectifs. Selon l'article, alors que les États-Unis et d'autres pays occidentaux dénoncent l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ils oublient complètement les interventions et les subversions que les États-Unis ont menées dans le monde. Les actions américaines ont crasé l'économie mondiale et plongé davantage de pays à revenu intermédiaire dans la crise de la dette. Une fois que les pays puissants respectent à la carte les règles qu'ils ont fixées eux-mêmes, tout le système perd sa crédibilité.

5. Les États-Unis ont fabriqué le récit fallacieux de «° démocratie contre autoritarisme ».

Aujourd'hui, le gouvernement américain se cramponne à la mentalité de la guerre froide, poursuit sa logique hégémonique, et prône la politique des blocs. Il a fabriqué le récit de «° démocratie contre autoritarisme et collé l'étiquette d'«° autoritarisme » des pays concernés. Ces gestes consistent par nature à instrumentaliser les idéologies et les valeurs, sous le couvert de la démocratie, pour contenir les autres pays et promouvoir les stratégies géopolitiques.

En 2021, les États-Unis ont organisé le premier «° Sommet pour la démocratie ». En prônant ouvertement le clivage idéologique, ils ont divisé artificiellement la communauté internationale en «° un camp démocratique et un camp non-démocratique », ce qui a été contesté par de nombreuses parties, y compris la société américaine. Les magazines Foreign Affairs et The Diplomat ont publié des articles critiquant le Sommet pour la démocratie. Selon eux, il s'est fixé de mauvais objectifs et n'est pas arrivé à réaliser l'unité des pays démocratiques, mais bien au contraire, a fait l'objet de nombreuses critiques à cause de la représentativité des pays participants. Depuis toujours, les États-Unis prônent la démocratie partout dans le monde sans objectif déterminé, et tardent à mettre effectivement en œuvre leurs slogans pompeux. Dans le contexte où la situation démocratique sur le sol même des États-Unis était si déplorable, la tenue du Sommet pour la démocratie n'a pas pu renforcer la démocratie dans le monde, mais bien au contraire, a provoqué des crises géopolitiques encore plus grandes. Comme l'a indiqué Hitoshi Tanaka, directeur de l'Institut de recherche sur la stratégie internationale du Japon, les États-Unis imposent la prétendue «° démocratie » aux autres pays, fabriquent le récit de «° démocratie contre autoritarisme » et agrandissent la division dans le monde, le Japon ne doit pas les suivre aveuglément.

Se considérer comme démocratique tout en qualifiant les autres pays d'autoritaires est un acte non-démocratique en lui-même. Le prétendu récit de «° démocratie contre

autoritarisme ne caractérise pas le monde d'aujourd'hui, et il est encore moins une tendance de notre époque. Selon Belarus 1, chaîne de télévision publique biélorusse, la liste des participants du Sommet a clairement été élaborée en fonction des «° critères de liberté°» des États-Unis et il faut poser une question : pourquoi les États-Unis s'estiment-ils qualifiés pour monopoliser la définition et la perception de la démocratie et apprendre aux autres pays ce que doit être la démocratie ? Selon un article publié par le journal singapourien The Strait Times, les États-Unis doivent se rendre compte que leur système démocratique a déjà perdu son rayonnement d'auparavant et ne représente plus le critère d'or. La démocratie n'a pas de modèle fixe et les États-Unis n'ont plus le dernier mot sur la définition de la démocratie, ce qui est une réalité. Les États-Unis doivent réévaluer de manière pragmatique leurs méthodes diplomatiques et se concentrer sur la coopération et non sur la confrontation.

Bien que leur score démocratique dans le pays comme à l'étranger se situe à un niveau historiquement bas, les États-Unis s'obstinent tellement dans leurs pulsions fiévreuses d'exporter la démocratie et les valeurs à l'américaine qu'ils deviennent obsédés. Non seulement ils ont créé des coalitions de valeurs comme AUKUS, Quad et Five eyes, mais ils cherchent aussi à créer une ligne de clivage idéologique et à prôner la mentalité de la guerre froide, dans les domaines économique, commercial, scientifique, technologique, culturel et humain, pour perturber et saboter la coopération internationale normale. La chaîne Al-Jazira du Qatar a commenté que malgré le recul de la confiance populaire dans le système démocratique américain, les États-Unis avaient insisté sur la tenue du Sommet pour la démocratie et s'étaient attribué le rôle de leader de la démocratie du monde, ce qui leur avait valu une remise en cause universelle. Selon James Goldgeier, professeur de relations internationales de l'Université américaine, les États-Unis ont déjà perdu leur crédibilité et ont besoin d'un sommet pour la démocratie chez eux qui se penchera sur les injustices et les inégalités au sein du pays, y compris les problèmes de droit de vote et de désinformation. Comme ce qu'a indiqué Emma Ashford, chercheuse senior de l'Atlantic Council : «° Comment les États-Unis peuvent-ils diffuser la démocratie ou servir d'exemple aux autres s'ils ont une démocratie qui fonctionne à peine chez eux ? ». Selon le South China Morning Post, il y a deux hypothèses tacites des États-Unis derrière ce Sommet au sujet de la démocratie : premièrement, la démocratie dans le monde recule depuis la fin de la guerre froide, et on a besoin des États-Unis pour inverser la tendance ; deuxièmement, les États-Unis sont la démocratie la plus importante dans le monde et leur leadership est primordial pour les autres pays. Ces idées ignorent complètement le fait que la démocratie ne cesse de faire marche arrière aux États-Unis, et font peu de cas de l'aspiration de la grande majorité des pays à ne pas être pris en otage par le concept hypocrite de la démocratie américaine et encore moins du souhait ardent des nombreux pays en développement de développer l'économie et d'améliorer la vie de leurs peuples.

IV. Conclusion

La démocratie est une valeur commune de toute l'humanité. Mais il n'existe pas un modèle de système politique qui soit applicable pour tous les pays. Les civilisations humaines forment un jardin fleuri, riche et varié, et les démocraties des pays doivent aussi briller chacune de son éclat pour s'épanouir dans la diversité. Les États-Unis ont une démocratie à l'américaine, la Chine a une démocratie à la chinoise, et les autres pays ont eux aussi des modèles démocratiques particuliers adaptés à leurs réalités nationales respectives. C'est au peuple d'un pays de dire si celui-ci est démocratique et comment mieux réaliser la démocratie, et non à une poignée de pays prétentieux de lancer des critiques gratuites.

Se poser en donneur de leçon sans voir ses nombreux propres problèmes ne convainc personne. Se procurer des intérêts égoïstes aux dépens d'autrui et semer des troubles dans le monde sous le couvert de la démocratie doivent faire l'objet d'une opposition unanime. Diviser simplement le monde en pays démocratiques et pays autoritaires manque de modernité et de pertinence scientifique. Ce dont le monde d'aujourd'hui a besoin, ce n'est ni de créer la division au nom de la démocratie ni de pratiquer un unilatéralisme à la recherche de la supériorité absolue de fait, mais de renforcer la solidarité et la coopération sur la base des buts et principes de la Charte des Nations Unies et de porter le véritable multilatéralisme. Ce dont le monde d'aujourd'hui a besoin, ce n'est pas l'ingérence dans les affaires intérieures d'autrui sous le couvert de la démocratie, mais le rayonnement de la véritable démocratie, le rejet de la pseudo-démocratie et les efforts communs pour promouvoir la démocratisation des relations internationales. Ce dont le monde d'aujourd'hui a besoin, ce n'est pas un «° Sommet pour la démocratie » qui évoque exagérément la confrontation mais qui n'aide en rien à unir les efforts pour relever les défis globaux, mais un rassemblement de solidarité qui favorise les actions concrètes et qui se concentre sur le règlement des problèmes proéminents auxquels s'affronte la communauté internationale.

La liberté, la démocratie et les droits de l'homme sont des aspirations communes de l'humanité et des valeurs portées depuis toujours par le Parti communiste chinois (PCC). La Chine poursuit et développe la démocratie du peuple dans tout le processus, et traduit de manière concrète et réelle le concept de la primauté du peuple dans la gouvernance de l'État par le PCC. La Chine entend renforcer les échanges et l'inspiration mutuelle avec tous les pays au sujet de la démocratie, faire rayonner les valeurs communes de l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté, promouvoir la démocratisation des relations internationales et apporter une nouvelle contribution encore plus grande à la cause du progrès de l'humanité.